



HYDROCARBURES

La situation pétrolière nationale appelle à la prudence



Martin Deffontaines et Calixte Nganongo

En dépit de la stabilisation du prix du pétrole, le directeur général de Total E&P Congo, Martin Deffontaines, a appelé, le 26 septembre, les pouvoirs publics à plus de prudence au regard de la volatilité du marché.

« Je pense que dans le futur, il faut rester prudent sur les estimations et que le Brent ne reverra peut-être plus, à court terme, les valeurs qu'on a pu lui connaître en 2014 », a-t-il déclaré, à l'issue d'une audience avec le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo.

Page 3

AFFAIRES

Onze sociétés obtiennent des agréments d'investissement

Sur douze dossiers examinés lors de la troisième réunion annuelle de la Commission nationale d'investissement, onze sociétés ont obtenu leur agrément pour investir au Congo. Selon les membres de ladite commission, cinq d'entre elles ont reçu un avis favorable, tandis que six autres l'ont été sous réserve en attendant de compléter leurs dossiers.

Ces sociétés à capitaux privés entendent investir dans des domaines tels l'industrie, l'hôtellerie, la santé, les services et l'exploitation forestière. Les investissements prévisionnels pour l'ensemble des projets seraient estimés à près de cent vingt-neuf milliards francs CFA, et devraient générer environ mille cinq cent huit emplois directs.

Page 5

RENTRÉE SCOLAIRE 2019-2020

Le gouvernement annonce l'ouverture des lycées techniques mixtes

Page 5

RÉFLÉXION

Et Jacques Chirac nous a quittés

Page 16

INVESTISSEMENT

La Badea s'intéresse au secteur de la construction



Le directeur général de la Badea, Sidi Ould Tah

Le directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), Sidi Ould Tah, a annoncé, le 27 septembre à Brazzaville, à l'issue d'une audience avec le président Denis Sassou N'Gusso, l'intention de sa structure d'investir au Congo dans le domaine de la construction.

« Notre choix reste fixé sur le domaine de la construction », a-t-il précisé, avant de saluer l'initiative prise par le gouvernement congolais de diversifier l'économie nationale.

Page 4

FRANCE/CONGO

Le président Denis Sassou N'Gusso assiste aux obsèques de Jacques Chirac ce lundi à Paris

Page 6

ÉDITORIAL

Gestes

Ce qu'attend aujourd'hui incontestablement des plus hautes autorités publiques, autrement dit du chef de l'Etat et du gouvernement, la société civile sous toutes ses formes, c'est bien des signaux forts : signaux pour la remise en ordre des finances publiques, bien sûr, dont la dérive a provoqué chez nous une crise économique de grande ampleur, mais signaux aussi pour une modernisation de la gouvernance qui génèrera elle-même une forte réduction des dépenses publiques et permettra de ce fait la relance de la croissance.

A moins de deux ans de l'élection présidentielle et trois ans des élections législatives, le temps est désormais compté pour la République. Si ses dirigeants, à tous les niveaux de l'Etat, ne prennent pas les mesures qui permettront au Congo de respecter les engagements pris à l'égard de la communauté internationale via le Fonds monétaire international et de répondre aux attentes des citoyens, parmi lesquelles figure en bonne place la relance de l'économie dans tous ses secteurs, l'on peut être certain que ces deux échéances, auxquelles s'ajoutera celle des élections locales, verront les lignes bouger sérieusement sur la table du jeu politique.

Ceci est d'autant plus certain que les citoyens congolais ont fait preuve, tout au long de la crise qui les frappait durement, d'une sagesse dont peu de peuples témoignent de par le vaste monde comme le démontre chaque jour l'actualité sur les cinq continents. Ne répondant pas aux appels des opposants radicaux qui les incitaient à descendre dans la rue et s'organisant collectivement pour lutter contre la baisse du niveau de vie générée par la chute des investissements puis la hausse du chômage sur toute l'étendue du territoire national, ces mêmes citoyens ont fait preuve d'une maturité qui mérite le respect. Mais qui mérite aussi, écrivons-le sans l'ombre d'un doute, d'être récompensée par la remise en ordre de la gestion publique dont il est ici question.

S'il ne nous appartient pas de dire quelles mesures les plus hautes autorités de la République devraient prendre aujourd'hui pour répondre aux attentes de la société civile, il nous revient d'insister sur le fait que le temps est venu de lui envoyer des signaux forts dans tous les champs de la gouvernance publique. Il y a, en effet, urgence !

Les Dépêches de Brazzaville

ACCORD CONGO-FMI

La majorité présidentielle exhorte le gouvernement à la mise en œuvre des quarante-huit mesures

Réunis en assemblée générale le 27 septembre, au Palais des congrès de Brazzaville, les partis membres de la famille politique ont réaffirmé leur détermination à suivre l'application, par le gouvernement, des termes de l'accord conclu le 11 juillet dernier.



Les participants/Adiac

Le programme sur la Facilité élargie de crédit (FEC), conclu entre le Congo et le Fonds monétaire international (FMI), a été passé en revue par les partis membres de la majorité présidentielle. En effet, réunis sous la direction de Pierre Ngolo, président par intérim de cette plate-forme, les participants ont exprimé leur satisfaction quant à l'aboutissement heureux des négociations entre les deux parties.

« Les partis politiques de la majorité présidentielle exhortent le gouvernement, dont le séminaire tenu à Kintélé, le 16 août 2019, témoigne de son ferme engagement à mettre en œuvre les mesures et la feuille de route issues de ces négociations, à travailler sans relâche pour ne pas décevoir les espoirs suscités par la conclusion de cet accord », ont-ils invité dans la déclaration, renouvelant leurs félicitations au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, principal artisan, selon eux, de cet accord.

Abordant le point sur le permis « Ngoki », ils ont salué l'annonce de la découverte du gisement Onshore dans le Delta de la

Cuvette. Selon eux, cette découverte est d'une importance économique majeure car les opérations menées ont mis en évidence la présence des réserves de pétrole de qualité. « Il n'y a donc pas lieu d'inviter la polémique dans ce sujet, mais plutôt encourager cette société et tous les opérateurs compétents à tout entreprendre pour la réussite de ce projet qui, d'ailleurs, devrait contribuer à l'amélioration de la situation économique du pays », ont-ils souligné.

Quant à la dernière visite de travail du président de la République en France, la majorité présidentielle s'est félicitée de son succès diplomatique et des retombées socioéconomiques qu'elle a engendrées. « Cela atteste de l'excellence des relations séculaires France-Congo qui prennent un nouvel essor grâce à la relation personnelle entre les présidents Emmanuel Macron et Denis Sassou N'Guesso », a précisé la plate-forme.

Cette assemblée générale a permis également aux participants d'analyser les résultats du cinquième forum Investir en

Afrique, tenu à Kintélé, sur le thème « Tirer parti des partenariats pour promouvoir la diversification économique et la création d'emploi dans les économies africaines ». Une rencontre de haut niveau, ponctuée par la signature de trois accords dans le cadre du partenariat stratégique entre le Congo et la Chine. « De toute cette importante et riche actualité, il ressort, d'une part, que le Congo et ses institutions jouissent d'une crédibilité internationale irréfutable, d'autre part, que le président de la République et le gouvernement ne ménagent aucun effort en vue de la relance de l'économie nationale... », ont-ils poursuivi, précisant qu'au regard de tous les indicateurs du moment, l'environnement économique national s'améliore progressivement, ce qui augure d'une sortie de crise certaine. Dénonçant, enfin, les tentatives récurrentes de manipulation, la majorité présidentielle a appelé à la sérénité, à la vigilance, au renforcement de la cohésion, de l'unité nationale et de la mise en avant de l'intérêt général.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raissa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Adhdas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

HYDROCARBURES

Total rassure sur ses activités au Congo

Le directeur général de la société pétrolière, Martin Deffontaines, a indiqué qu'il y a un équilibre entre l'offre et la demande malgré la volatilité du marché.



Martin Deffontaines et Calixte Nganongo

Le patron de Total E&P Congo a été reçu à Brazzaville, le 26 septembre, par le ministre des Finances et du budget, Calixte Nganongo. Les deux hommes ont évoqué le contexte économique local et international, puis les questions pétrolières. Total E&P est un acteur important du tissu industriel du pays, a souligné son directeur général, ce qui explique les étroites relations avec les autorités. « *Le contexte économique international est un peu compliqué en ce moment puisqu'on a vu qu'il y a eu pas mal de tensions, notamment dans le détroit d'Ormuz et dans les raffineries. On a aussi vu que le Brent n'a pas forcément réagi à la hausse...* », a-t-il indiqué.

Le prix du Brent est aujourd'hui à soixante dollars. Une situation stable mais qui exige de la prudence, a signifié Martin Deffontaines. « *Je pense que dans le futur, il faut rester prudent sur les estimations et que le Brent ne reverra peut-être plus à court terme les valeurs qu'on a pu lui connaître vers les années 2014* », a averti Martin Deffontaines.

Fiacre Kombo

GESTION DU SPECTRE DES FRÉQUENCES

Un séminaire régional s'ouvre aujourd'hui à Brazzaville

A l'initiative de l'Union internationale des télécommunications (UIT) avec l'appui de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce) en République du Congo, une centaine d'experts en gestion du spectre des fréquences des pays de l'espace francophone africain sera formée à l'utilisation du SMS4DC, un logiciel développé par le Bureau de développement des télécommunications de l'UIT.

Le séminaire régional de formation sur la notification des assignations de fréquences et l'utilisation du logiciel de gestion de fréquences dans les pays en développement (SMS4DC) va se tenir du 30 septembre au 4 octobre au siège de l'Arpce. A travers ce rendez-vous dont les travaux seront dirigés par Yves Castanou, directeur général de l'Arpce, en présence du représentant de l'UIT-Afrique centrale, Jean-Jacques Massima-Landji, l'UIT entend apporter de nouveaux outils capables de soutenir les pays en développement dans la gestion du spectre de fréquences.

Le SMS4DC est un programme informatisé de gestion du spectre mis à la disposition des pays en développement. Il facilite la gestion des actions aussi cruciales en lien avec les processus d'assignation et de notification des fréquences radioélectriques. Peu coûteux, ce logiciel est extrêmement complexe avec de nombreuses caractéristiques et de nombreuses fonctions techniques

qui nécessitent une initiation préalable.

Selon un communiqué de presse de l'Arpce qui cite son directeur des ressources en fréquences, Benjamin Mouandza, « *les assises de Brazzaville tombent ainsi à point nommé. Les participants au séminaire saisiront la meilleure opportunité pour harmoniser, au niveau du continent africain, les politiques en matière de gestion du spectre des fréquences sur la base des meilleures pratiques internationales* ».

Parmi ces bonnes pratiques, le document souligne l'attribution des licences, le traitement des interférences nuisibles, la tarification, la notification, mais aussi la gestion des tableaux nationaux d'attribution des fréquences, afin de les rendre disponibles pour le haut débit large bande en Afrique.

L'initiative de l'UIT de tenir ce séminaire à Brazzaville conforte l'Arpce dans son engagement à favoriser l'avancement des télécommunications

en Afrique, en général, et au Congo, en particulier. Le but étant de promouvoir l'accès de la population aux technologies numériques actuelles et à venir.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'initiative Politique et régulation pour l'Afrique digitale qui est une initiative conjointe de l'Union africaine, de l'Union européenne et de l'UIT.

« *Elle permet de rendre disponible, sur le continent africain, l'accès universel et abordable à l'internet haut débit large bande, en facilitant l'utilisation efficace du spectre des fréquences* », a indiqué Benjamin Mouandza, dans le même document.

Le but ultime est de tirer parti des avantages de la numérisation en abordant les différentes dimensions de l'offre et de la demande de l'accès haut débit tout en renforçant les capacités des États membres de l'Union africaine dans le domaine de la gouvernance de l'internet.

Quentin Loubou

LE FAIT DU JOUR

Tous pro quelque chose

Voyons comment les médias et ceux qui y exercent leur métier de journaliste ont fini par conditionner notre façon d'apprécier les événements qui se déroulent sous nos yeux; comment nous ont-ils tous presque sensiblement convertis. A commencer par le choix qu'ils font de tout considérer en fonction de leur propre perception de la réalité, de leurs intérêts. Ils sont si puissants, les médias, que la société humaine, à force de les suivre, est devenue un monde fortement étiqueté.

Essayons d'y comprendre quelque chose. Connaissez-vous l'identité de ces hommes et ces femmes, en colère, qui battent le macadam dans les rues de Hong-Kong depuis de longues semaines; que la police charge de temps en temps lorsqu'elle es-

time que ces derniers pourraient, si elle n'y prend garde, contrevenir à l'ordre public? Ce sont des manifestants pro démocratie qui défendent leurs libertés. Les autorités hongkongaises et de Chine continentale sont, quant à elles, convaincues qu'une main externe, venue de loin, attise le feu pour des raisons inavouées.

Savez-vous seulement comment appelle-t-on ceux et celles qui à dates variables, expriment leur colère ou leur désarroi en écumant les grand-places à Istanbul, Taïpei, Moscou ou Téhéran? Ce sont des manifestants pro européens qui réclament plus de liberté et de démocratie. Pour le cas de Taïpei, la pression vise Beijing; pour les trois autres capitales citées plus haut, elle l'est à l'égard de leurs gouvernements respectifs, lesquels n'hésitent

pas à montrer du doigt l'Occident manipulateur.

Avez-vous à l'esprit le bon mot pour nommer les manifestants qui, à Paris et dans d'autres grandes villes françaises, avaient, dans un passé tout à fait récent, allumé du feu dans les rues pour dire leur colère, se chauffer, incendier et dégrader les biens publics, faucher forces de l'ordre, journalistes et autres infortunés? C'étaient des personnes mobilisées pour exiger plus de justice dans un État de droit qui leur en reconnaîtrait de moins en moins depuis des décennies. La couleur du gilet qu'ils portaient pour l'occasion les a faits identifier comme des gilets jaunes.

Que dire de ces esprits un peu retors quand on parle protection de l'environnement, changement

climatique ou réchauffement de la planète? Ce sont d'indécrottables climato-sceptiques que le tribunal du mieux vivre dans un monde débarrassé de pollutions malheureusement peine à condamner du fait d'imbrications politico-économico-diplomatiques à l'échelle planétaire. Parce que dit-on, le deal sur l'environnement est aussi affaire de gros sous.

Enfin, êtes-vous pour la sortie de la Grande-Bretagne de l'Europe des 28 ou bien militez-vous pour son maintien dans cette grande famille en perpétuelle construction? Vous le saurez en écoutant dire de vous que vous êtes pro ou anti-Brexit. Pas mal vraiment les étiquettes. Surtout grâce à la presse, aux médias qui en sont des inventeurs à la fois ingénieux et imbattables.

Gankama N'Siah

SECTEUR PRIVÉ

Les PME vont bénéficier des subventions de l'État congolais

Une mission de supervision de la Banque mondiale, conduite par son expert principal, Lorenzo Bertolini, a séjourné à Brazzaville, pour aider le gouvernement à lancer l'opération dans le délai.

Au cours des rencontres avec la ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), Yvonne Adélaïde Mougany, le 27 septembre, puis le cabinet du ministre de l'Économie, de l'industrie et du portefeuille public, le 28 septembre, la délégation de la Banque mondiale a rappelé le but de sa mission et les prochaines étapes.

L'institution de Bretton Woods finance au Congo un Projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité (Padec), lancé en juin dernier.

Selon le coordonnateur de ce projet, Benoît Ngayou, les opérateurs de la Banque mondiale sont donc venus pour impulser l'initiative et surtout insister sur l'amélioration du climat des affaires.

« Il y aura prochainement un atelier de lancement avec le concours de la ministre des Petites et moyennes entreprises,



Yvonne Adélaïde Mougany présidant la séance de travail

de l'artisanat et du secteur privé. Nous allons aussi examiner la question avec les structures sous-tutelle en vue d'affiner la réflexion telle que proposée au niveau des opérateurs de la Banque mondiale », a signifié Benoît Ngayou, ajoutant que la décision de démarrage incombe

aux autorités congolaises.

Financé à hauteur de près de quatorze milliards francs CFA, le Padec est prévu pour une durée de quatre ans. Celui-ci repose sur deux composantes : l'amélioration du climat des affaires à travers un comité interministériel et l'appui aux PME grâce

aux deux instruments, à savoir le plan d'affaires et le fonds d'appui au développement des entreprises.

Enfin, les localités pilotes de l'exécution du Padec sont notamment Pointe-Noire, Brazzaville et Ouesso. D'après les informations, ce corridor

de croissance abrite les plus grandes agglomérations du pays, où l'essentiel de l'activité économique est localisée avec des effets d'entraînement sur les départements de la Likouala, la Cuvette ouest et la Lékoumou.

Fiacre Kombo et Dominique Mpambo (stagiaire)

INVESTISSEMENT

La Badea mise sur le secteur de la construction au Congo



Le directeur général de la BADEA, Sidi Ould Tah

Le directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), Sidi Ould Tah, a annoncé le 27 septembre à Brazzaville, à l'issue d'une audience avec le président, Denis Sassou N'Gusso, l'intention de sa structure d'investir au Congo dans le domaine de la construction.

« Le projet de diversification de l'économie congolaise arrive à point nommé parce qu'il reste une priorité sur la table du gouvernement, pour l'appui à la moyenne entreprise. Notre choix reste fixé sur le domaine de la construction »

« Le projet de diversification de l'économie congolaise arrive à point nommé parce qu'il reste une priorité sur la table du gouvernement, pour l'appui à la moyenne entreprise. Notre choix reste fixé sur le domaine de la construction », a-t-il déclaré.

Partenaire du Congo, la BADEA a financé les travaux de rénovation de l'hôpital Mère et enfant Blanche-Gomes à Brazzaville, à hauteur de 26,2 millions de dollars, soit plus de treize milliards francs CFA.

La Rédaction

STATISTIQUE NATIONALE

Le gouvernement appelé à fournir des efforts pour des données fiables

L'invite a été lancée par le Fonds monétaire international (FMI) qui soutient la République du Congo dans la production des informations statistiques et financières, en lien avec les directives de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

Deux missions d'assistance technique du FMI séjournent à Brazzaville depuis quelques jours, dont une de ses experts du Centre régional d'assistance technique et une autre venue du siège mondial, à Washington.

Au sortir d'une séance de travail avec le ministre congolais des Finances et du budget, Calixte Nganongo, le 26 septembre, l'un des économistes, Gregory Legoff, a dressé le constat du système statistique

« Il y a effort à faire. C'est pourquoi, j'ai conduit une formation cette semaine sur des indicateurs à court terme, des indicateurs conjoncturels pour mesurer l'activité économique tous les mois ou tous les trimestres (...) Ce sont des choses qui nécessitent un peu de moyens, mais simplement un effort de coordination et d'accord entre les différentes institutions »

national confronté à un problème de personnalité, de financement et de coordination des activités de production des données.

Pour ce cadre du département statistique du FMI, le manque de coopération entre les différents ministères empêche l'Institut national de la statistique (INS) de faire son travail. De ce fait, la structure peine à produire les données de qualité, facilement accessibles pour les Congolais et les utilisateurs extérieurs en vue d'une meilleure compréhension de l'économie locale, en l'occurrence les comptes nationaux et les chiffres sur les prix.

« Il y a effort à faire. C'est pourquoi, j'ai conduit une formation cette semaine sur des indicateurs à court terme, des indicateurs conjoncturels pour mesurer l'activité économique tous les mois ou tous les trimestres (...) Ce sont des choses qui nécessitent un peu de moyens, mais simplement un effort de coordination et d'accord entre les différentes institutions », a estimé Gregory Legoff. En matière de programme,

l'INS est en recherche de financement depuis deux ans pour réaliser le cinquième recensement général de la population et de l'habitat, de même que le recensement général des entreprises, l'enquête auprès des ménages et l'enquête sur la consommation.

Pour le bureau régional d'assistance technique, l'une des priorités c'est d'encourager le gouvernement congolais à améliorer le tableau des opérations des finances de l'État (Tofe), qui permet de mesurer l'action de l'État et de déterminer son besoin de financement.

« Nous avons aidé le pays à transposer toutes les directives communautaires depuis l'an dernier. Cette mission conjointe du FMI et Afristac vient pour réaliser un diagnostic sur les statistiques, appuyer l'équipe du ministère à améliorer le tofe, afin de favoriser la migration du pays vers un nouveau tofe », a indiqué Francis Gahizi, le conseiller régional résident en statistiques des finances publiques.

F.K.

AFFAIRES

Onze sociétés obtiennent des agréments d'investissement

Une seule société a été recalée par la Commission d'investissements, sur les douze dossiers examinés lors de sa troisième réunion annuelle tenue, le 27 septembre à Brazzaville, sous l'égide de son président, Jean Raymond Dirat.

Parmi les douze dossiers d'agrément examinés par la Commission, sept étaient nouveaux et cinq en réexamen, ajournés à la session tenue en juin dernier. Pour celle-ci, au total cinq sociétés ont rempli d'office les conditionnalités et ont reçu un avis favorable de la Commission d'investissements. Six d'entre elles, par contre, l'ont été sous réserve, mais devraient compléter leurs dossiers afin d'arracher leurs agréments définitifs.

« Après examen, une société a été disqualifiée parce qu'étant en réexamen, elle n'a toujours pas pu remplir les conditions d'agrément. Cinq entreprises, par contre, ont reçu un avis favorable de la commission et six l'ont eu sous réserve, et devraient apporter quelques compléments d'informations afin qu'elles bénéficient, elles aussi, de leurs agréments », a indiqué Jean Raymond Dirat, président de la Commission nationale d'investissements.

Ces sociétés à capitaux pri-



vés entendent investir, entre autres, dans l'industrie, l'hôtellerie, la santé, les services et l'exploitation forestière.

Et si tous ces projets venaient à se réaliser, les investissements prévisionnels seraient estimés à près de cent vingt-neuf milliards francs CFA, et devraient générer environ mille cinq cent huit emplois directs.

Ayant reçu leurs agréments, ces sociétés doivent bénéficier des allègements de la part de l'Etat,

conformément aux dispositions de la charte des investissements mise en place depuis 1984. « Les avantages accordés à ces entreprises privées portent, entre autres, sur la réduction à 5% des droits de douane ; de trois ans de réduction de la taxe sur le bénéfice et de bien d'autres faveurs fiscales. En contrepartie, les sociétés ont l'obligation de recruter prioritairement le personnel congolais, l'immatriculer à la sécurité sociale.

Une vue des membres de la Commission nationale d'investissements lors des travaux/Adiac

Elles doivent transformer la matière première sur place afin de participer au développement économique du pays », a précisé Jean-Jacques Samba, conseiller à Unicongo, membre de la commission d'investissements. La deuxième session de la Commission nationale d'investissements a eu lieu le 28 juin dernier. A cette occasion, treize dossiers avaient été examinés, dont huit agréés et cinq autres ajournés.

En rappel, la Commission nationale d'investissements est un organe d'exécution de la politique du gouvernement en matière de promotion des investissements. Elle a pour mission principale d'examiner les demandes d'agrément sollicitées par les entreprises et d'accorder à celles qui remplissent les critères des avantages particuliers prévus dans la charte des investissements.

Firmin Oyé

ENSEIGNEMENT

Ouverture des lycées mixtes dans cinq départements

Le ministre de tutelle, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, a donné l'information dans son message rendu public en prélude à la rentrée scolaire 2019-2020, prévue le 1^{er} octobre.

Les élèves sont appelés à renouer avec le chemin de l'école dès mardi. En effet, la rentrée scolaire sera marquée dans le sous-secteur de l'Enseignement technique et professionnel par l'ouverture des lycées techniques mixtes dans les départements de la Likouala, la Sangha, la Cuvette, des Plateaux et du Pool. « C'est la première de toute une série prévue au cours des deux prochaines années ; ceci pour être conforme à l'axe 4 de « La marche vers le développement, allons plus loin ensemble » : préparer les jeunes à l'emploi par la formation qualifiante », a indiqué le ministre, précisant qu'il s'agit d'une instruction du président de la République et du Premier ministre.

Dans le même volet, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes a annoncé l'implémentation de la Série H (Informatique) à Oyo, dans la Cuvette, dès cette rentrée scolaire, ceci après Brazzaville, Dolisie et Pointe-Noire en vue d'arrimer le Congo au développement de l'économie numérique.

Poursuivre les actions enclenchées

Rappelant que la rentrée scolaire 2019-2020 a lieu quelques semaines après la clôture du cinquième forum Investir en Afrique, le ministre a fait savoir que le gouvernement a pris l'option d'assurer à tous les enfants congolais une éducation de qualité. D'où la nécessité d'offrir à

chacun les meilleures conditions d'apprentissage, quelle que soit son origine sociale. C'est ainsi qu'il a salué la vision du chef de l'Etat de réhabiliter les enseignements professionnels, techniques et qualifiants, ainsi que les efforts d'améliorer l'encadrement des élèves.

« Encore cette année, la rentrée scolaire se place sous le signe de la qualité, dans la même mouvance de la dynamique enclenchée l'année dernière qui nous a amenés à parler de virage vers l'excellence. Ainsi, nous allons poursuivre les actions entamées pour la formation des inspecteurs, des formateurs, la mise à disposition d'ouvrages aux élèves, aux apprenants et aux enseignants, la formation des directeurs d'établissements », s'est-il engagé.

Des résultats encourageants

Jetant un regard rétrospectif et critique sur l'année scolaire écoulée, le ministre Fylla s'est réjoui du fait que des efforts louables ont été faits. Il s'agit, entre autres, de la réalisation d'un taux de 54,16% particulièrement au baccalauréat en 2018-2019 contre 35% en 2016-2017 et 48% en 2017-2018. Un exploit qui devrait être réédité, d'après lui, à tous les examens d'Etat d'autant plus que l'amélioration de la qualité des résultats scolaires doit être un leitmotiv en 2019-2020.



Le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes/DR

Des difficultés essentielles

Comme toute œuvre humaine, le sous-secteur de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante a été confronté à quelques difficultés et contraintes. Du déficit structurel en personnel à la non-tenu de la Commission administrative paritaire d'avancement en passant par l'insuffisance des biens mobiliers et immobiliers, le déséquilibre départemental des offres de formation, l'insuffisance des guides pédagogiques pour les enseignants, ainsi que la non disponibilité de la matière d'œuvre, la tâche n'a pas été aisée pour les animateurs.

« Je voudrais vous rassurer que le chef du gouvernement donnera des réponses à ces difficultés et contraintes. Tout en apprê-

tant avec beaucoup d'humilité des avancées notables réalisées grâce à l'apport de tous, partenaires, acteurs nationaux et internationaux, sans faire fi des faiblesses relevées, je voudrais vous inviter à partager le thème de l'année scolaire qui s'annonce : engagement et persévérance pour la qualité de notre sous-secteur de l'éducation », a-t-il exhorté, rappelant que ce thème exige un nouvel engagement et la poursuite des efforts dans la quête de la qualité.

Maintenir l'esprit de dialogue

Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes a, par ailleurs, invité le personnel enseignant à s'investir totalement dans le travail. Car le gouvernement compte, a-t-il laissé entendre, sur eux pour

continuer la route vers la qualité scolaire qui ne doit pas rester un vain mot. Il s'est aussi dit interpellé par le sens républicain des prestataires qui ont assuré sans relâche les cours dans les établissements, comblant partiellement le déficit des enseignants dans certaines disciplines. « Chers enseignants (fonctionnaires et prestataires), je vous rassure que les concertations au niveau gouvernemental en vue de trouver une solution durable à votre situation sont en cours. Par ailleurs, je vous exhorte à maintenir l'esprit de dialogue pour une année scolaire apaisée », a-t-il rassuré, appelant les parents d'élèves au sens de la responsabilité afin de s'impliquer davantage dans l'éducation et la formation de leurs enfants.

Parfait Wilfried Douniama

DÉCÈS DE JACQUES CHIRAC

Le président Denis Sassou N'Guesso sera présent

Une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, dont le président du Congo, est attendue le 30 septembre, pour la cérémonie d'hommage à l'ancien président français, a indiqué l'Élysée.

Des chefs d'État et de gouvernement étrangers ont déjà annoncé leur venue à Paris pour rendre hommage à Jacques Chirac. Parmi eux, le président congolais, Denis Sassou N'Guesso; le président russe, Vladimir Poutine; italien, Sergio Mattarella; et allemand, Frank-Walter Steinmeier ainsi que les Premiers ministres libanais, Saad Hariri, hongrois, Viktor Orban et belge, Charles Michel.

Plusieurs ex-dirigeants du temps de Jacques Chirac feront aussi le déplacement. C'est le cas de l'ancien président sénégalais, Abdou Diouf. Côté français, les anciens présidents François Hollande, Nicolas Sarkozy et Valéry Giscard d'Estaing seront présents.

Chirac le visionnaire, Chirac l'Africain, souvenons-nous de son discours lors du sommet France-Afrique, le 15 février 2007, à Cannes: «L'humanité est entrée

dans un âge où les destins des peuples sont en fait indissolublement liés : un nouveau monde dont l'avenir ne peut se dissocier de celui de l'Afrique. Car, l'Afrique dont il ne faut jamais oublier qu'elle est le berceau de l'homme et de l'humanité, est dépositaire de trésors de sagesse et de culture, trésors qui permettent en réalité un autre regard sur la modernité. L'Afrique, on l'a dit, c'est une démographie exceptionnelle, richesse et défi à la fois. Ce sont d'immenses ressources naturelles, porteuses de développement, mais qui attirent, aussi, bien des convoitises. C'est un élan, grâce au dynamisme de ses peuples, mais ce sont également des handicaps hérités de l'histoire. Ce sont des crises, des blessures au flanc même du monde, dont la communauté internationale ne peut détourner les yeux car, aujourd'hui, les désordres régionaux

ont souvent des répercussions planétaires». Et retenons cette citation sur l'Afrique et la France : « On oublie seulement une chose, c'est qu'une grande partie de l'argent qui est dans notre porte-monnaie vient précisément de l'exploitation depuis des siècles de l'Afrique. Alors, il faut avoir un petit peu de bon sens, je ne dis pas de générosité, de bon sens, de justice pour rendre aux Africains... ».

Jacques Chirac était président d'une fondation qui porte son nom, et qui lutte contre les faux médicaments en Afrique. L'ancien président français est décédé le 26 septembre à l'âge de 86 ans. En 2007, il quittait l'Élysée. C'était le cinquième président de la Ve République. Il était un grand amateur d'art primitif, l'initiateur du Musée Quai Branly.

Noël Ndong

EDUCATION

L'école internationale chinoise de Brazzaville ouvre ses portes

L'établissement a été inauguré, le 27 septembre, par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, en présence de l'attaché culturel près l'ambassade de Chine au Congo, Yang Tong, représentant l'ambassadeur.

L'école internationale chinoise de Brazzaville, constituée des cycles préscolaire, primaire et secondaire, fonctionnera en conformité avec le système éducatif congolais, a expliqué son directeur, Cheng Feng, dans son discours de circonstance lors de l'inauguration.

« Au primaire, au collège et au lycée, en plus des cours proposés par le programme congolais, nous dispenserons les cours de chinois et d'anglais. A la fin de chaque cycle, nos élèves seront candidats aux différents examens d'état : CEPE, BEPC et baccalauréat congolais », a-t-il précisé, en soulignant que les enseignements de langue et de culture chinoises seront dispensés par des enseignants recrutés en Chine. Une manière, selon Cheng Feng, de contribuer à la formation d'une élite qui consolidera demain l'amitié sino-congolaise, s'ouvrant aux perspectives internationales.

Pour le ministre Anatole Collinet Makosso, l'implantation de cette école intensifie la coopération sino-congolaise qui s'enracine dans le secteur de l'éducation, évoquant le fait qu'en Chine, il existe depuis plusieurs années une école consulaire congolaise. L'école internationale chinoise de Brazzaville, selon lui, participe à l'amélioration de l'offre privée, en matière d'éducation,



dans le pays. « Près de 30% de nos élèves sont dans le privé. L'école internationale chinoise nous garantit une meilleure qualité des infrastructures et une meilleure qualité des apprentissages », a déclaré le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation. L'érection de cette école est tombée à pic, a-t-il poursuivi, car le gouvernement s'emploie à offrir à la jeunesse congolaise une formation qui lui ouvre les portes

L'école internationale chinoise inaugurée du monde. Le fait d'apporter quelque chose d'un système éducatif étranger n'enlève pas à l'enseignement au Congo la pertinence de ses programmes, a indiqué le ministre de tutelle. « Nos amis chinois ont travaillé avec les cadres de l'Institut national de recherche et d'actions pédagogiques dans le cadre des enseignements relatifs au programme congolais qui seront dispensés dans cette école », a-t-il fait savoir.

Rominique Makaya

Des réactions diverses à travers le monde

Nombre de personnalités dans le monde, outre des dirigeants de grandes puissances et du continent africain, ont salué la mémoire de l'ancien président de la République française (de 1995 à 2007), décédé le 26 septembre en France, à l'âge de 86 ans.

Charles Michel, Premier ministre belge et futur président du Conseil européen: «La France et l'Europe perdent une figure majeure qui aura marqué l'histoire politique de ces dernières décennies. Je retiens de Jacques Chirac le courage d'avoir reconnu la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs au cours de l'occupation de la France par l'Allemagne nazie. Sa défense du «oui» dans le référendum de 2005 sur la Constitution européenne témoigne aussi d'un engagement prononcé en faveur d'une Europe plus solide »;

Vladimir Poutine, le président russe : « Jacques Chirac a acquis le respect mérité de ses compatriotes et une haute autorité internationale en tant que dirigeant sage et visionnaire ayant toujours défendu les intérêts de son pays ».

Marcelo Rebelo de Sousa, président portugais : « Jacques Chirac a toujours été très chaleureux avec les communautés portugaises de France, à la fois en tant que maire de Paris, Premier ministre et président de la République française ».

Tony Blair, ancien Premier ministre britannique : « En dépit de nos différends de temps à autre, il fut toujours et sans faillir aimable, généreux (...). Nous avons œuvré étroitement (...) pour assurer que l'élargissement de l'Europe se produise de façon à intégrer l'est et l'ouest ».

Pedro Sanchez, le chef du gouvernement espagnol : « Comme Premier ministre, maire de Paris et président de la République française, disparaît un dirigeant qui a imprimé sa marque sur la politique européenne ».

Mark Rutte, le Premier ministre des Pays-Bas : « Jacques Chirac était un homme politique d'une grande stature qui, au cours de sa longue carrière, a apporté beaucoup à la France, à l'Europe et aux relations entre nos deux pays. Un grand merci des Pays-Bas ».

Antonio Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, a déclaré: « Jacques Chirac a été vraiment un pionnier dans la lutte contre le changement climatique en mettant, il y a déjà longtemps, le climat au centre de l'agenda international. La France a perdu un grand homme d'État, totalement dévoué à la démocratie et à la coopération internationale et je lui rends hommage ».

Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne : « Je sais à quel point les Français se sentaient proches de lui. L'ancien président de la République française incarnait les valeurs européennes de culture, de tolérance et de démocratie ».

Des dirigeants africains ne sont pas restés en marge

Premier chef d'État du continent à avoir réagi à la mort de Jacques Chirac « l'Africain », **Denis Sassou N'Guesso** du Congo a déclaré : « Je suis vraiment bouleversé par la nouvelle et je dois aussi dire que Jacques Chirac, c'était un ami personnel, un ami du Congo et de l'Afrique... Je l'affirme très fort (...). Il avait une relation sincère, des rapports de respect d'amitié, de courtoisie avec les chefs d'État et des relations directes avec les peuples d'Afrique... ».

Ali Bongo Ondimba, le président du Gabon : « Le grand ami du Gabon. Un amoureux sincère de l'Afrique. Il a été pour moi, plus qu'un ami, un père spirituel dont je n'oublierai jamais la bienveillance ».

Idriss Deby Itno, le président tchadien : « Je salue la mémoire de ce grand homme d'État qui a beaucoup œuvré au raffermissement des relations entre la France et le Tchad ».

Mohammed VI, le roi du Maroc, a de son côté salué la mémoire d'un grand homme d'État : « Le Maroc gardera précieusement le souvenir d'un grand ami qui a activement contribué à la consolidation des relations d'amitié entre nos deux peuples en les érigeant en un partenariat d'exception ».

Macky Sall, le président du Sénégal : « La France et le monde entier viennent de perdre un grand homme d'État avec la disparition du président Jacques Chirac ».

Felix Tshisekedi, le président de la RDC : « C'était un ami, un vrai ami de la République démocratique du Congo et de l'Afrique ».

Andry Rajoelina, le président de Madagascar : « Venu à Madagascar en visite d'État en 2005, il a œuvré pour des relations prospères entre nos pays, que son âme repose en paix ».

Guy-Gervais Kitina avec AFP

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Une lourde peine pour l'Afrique

En raison de l'acidification des océans, les stocks de poissons sur le continent pourront diminuer de près de 40%, estime le dernier rapport du Groupe international des experts sur le climat (Giec), publié le 25 septembre, à Monaco.

Les conclusions du rapport sur les océans et sur les zones gelées terrestres sont inquiétantes. Sur le continent africain, les conséquences sont très concrètes, notamment pour les pêcheurs. « L'Afrique va subir une importante baisse de la nourriture des poissons, le phytoplancton, dans les eaux tropicales. Cela aura un impact sur les stocks de poissons qui pourraient diminuer de près de 40% », selon les spécialistes.

Les océans ont absorbé environ un quart des émissions de gaz à effet de serre générées par les humains, avec des conséquences palpables : un niveau des mers et des océans qui monte deux fois plus vite, tout en se réchauffant. Autrement dit, les eaux s'acidifient, produisant de moins en moins d'oxygène et de poissons.

Selon Ludovic Frère-Escoffier, responsable du programme « Vie des océans » pour WWF France, cette baisse importante des stocks de poissons va déstabiliser l'économie des pays côtiers d'Afrique, d'autant plus que, comme il le rappelle, certaines régions souffrent déjà de la surpêche, que ce soit en raison de l'exploitation illégale des océans par des pays riches, mais aussi parce qu'il y a finalement trop de petits pêcheurs. Les auteurs de ce document ont épluché une longue liste d'impacts dévastateurs, à commencer par le

sort de la population vivant dans l'ensemble des zones côtières basses de la planète. L'augmentation du niveau moyen et extrême de la mer, parallèlement au réchauffement de l'océan et à l'acidification, devrait exacerber les risques pour les habitants de ces zones.

Aujourd'hui, six cent quatre-vingts millions de personnes vivent dans des régions côtières à basse altitude, ce qui représente près de 10% de la population du globe. Ce chiffre devrait atteindre le milliard en 2050. Six cent soixante-dix millions de personnes habitent dans des régions de haute montagne, là encore, près de 10% de l'humanité. Leur nombre devrait atteindre entre sept cent quarante-huit millions d'ici à 2050.

Les habitants des régions montagneuses menacés

A côté de cela, il faut ajouter les soixante-cinq millions d'habitants des petits Etats insulaires et les quatre millions des régions arctiques. Toutes ces personnes vont être touchées par le réchauffement des océans et de la cryosphère, à des degrés divers.

En attendant, les conséquences sont prévisibles pour les habitants des régions montagneuses qui « sont de plus en plus exposés aux aléas et à la diminution de l'eau disponible ».

La hausse du niveau de la mer a de multiples conséquences. Selon le document, les glaciers, la neige, la glace et le pergélisol sont en déclin et continueront de l'être. D'après les projections, ce recul devrait accroître les risques pour la population, par exemple les aléas tels que les glissements de terrain, les avalanches et les inondations. A cet effet, des zones entières vont devenir inhabitables, car une grande partie des côtes de l'Afrique est faite de sable, donc très vulnérable.

Cependant, le niveau des mers a augmenté 2,5 fois plus vite au début du XXI^e siècle qu'au XX^e, et va continuer à s'accroître principalement en raison du rétrécissement des calottes glaciaires. Cette hausse pourrait atteindre 30 à 60 cm environ d'ici à 2100 et ce, même si les émissions de gaz à effet de serre sont fortement réduites et si le réchauffement planétaire est limité à une valeur bien

en dessous de deux degrés Celsius, mais environ 60 à 110 cm si ces émissions continuent d'augmenter fortement.

Nécessité d'adopter des politiques climatiques ambitieuses

Le changement climatique entraîne aussi une augmentation des vagues de chaleur en mer qui pourrait être multipliée par cinquante à l'origine des cyclones et des ouragans. De plus, cette situation pèse déjà lourd sur les océans et les glaces. Les deux calottes glaciaires de la planète, en Antarctique et au Groenland, ont perdu en moyenne quatre cent trente milliards de tonnes chaque année, depuis 2006, devenant la principale source de la hausse du niveau des océans. Dans le même temps, les glaciers, dont dépendent plus de deux milliards de personnes pour l'eau douce, rétrécissent aussi.

Malgré cet état alarmant de la planète, les experts estiment qu'il est encore temps de réagir. Pour « maintenir le réchauffement planétaire nettement en dessous de deux degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels », ils plaident donc pour « des transitions sans précédent dans tous les secteurs de la société » et surtout l'adoption de politiques climatiques ambitieuses indispensables à la concrétisation de l'Accord de Paris signé en 2015. « Plus nous agissons rapidement et de manière décisive, plus nous serons en mesure de faire face aux changements inévitables, de gérer les risques, d'améliorer nos vies et d'assurer la durabilité des écosystèmes et de la population du monde entier – aujourd'hui comme demain », a prévenu Debra Roberts, co-présidente du groupe de travail II du Giec.

Josiane Mambou Loukoula

SOUDAN

Khartoum ferme ses frontières avec la Libye et la Centrafrique

Pour des raisons de sécurité, le Soudan a officiellement fermé ses frontières nord, avec la Libye, et sud, avec la Centrafrique. C'est la première mesure du genre prise par les nouvelles autorités soudanaises depuis la chute en avril du président Omar el-Béchir.

C'est officiel, le gouvernement soudanais a fermé ses frontières avec deux de ses voisins. « Le Conseil souverain, au cours d'une réunion avec le gouvernement local du Darfour-Sud, a ordonné la fermeture des frontières avec la Libye et la Centrafrique en raison de la menace qu'elles représentent pour la sécurité et l'économie du Soudan », a indiqué cette instance.

La raison principale de cette décision c'est l'instabilité dans les deux pays minés par des conflits internes qui peinent à être résolus. C'est la première fois qu'une telle mesure est prise par les autorités soudanaises depuis le départ de Omar El Béchir. Les frontières avec ces pays sont poreuses et les milices armées qui y sont traquées se servent souvent du Soudan comme base arrière. Des rebelles du Darfour sont passés en Libye pour renforcer leurs capacités militaires, certains intégrant les forces de l'homme fort de l'est libyen, Khalifa Hafta.

Le conflit au Darfour avait été déclenché par des affrontements entre forces gouvernementales et des rebelles issus de minorités

ethniques et s'estimant marginalisés par le pouvoir à Khartoum. Les violences ont baissé ces dernières années au Darfour mais il est fait état du passage vers la Libye de migrants provenant de pays africains à travers cette région vaste et aride.

Le Soudan est un carrefour clé pour les routes migratoires qui connectent l'Afrique de l'est et l'Afrique de l'ouest à la Méditerranée et à l'Europe. A partir de ce pays, les migrants rejoignent la Libye ou l'Egypte, d'où ils entrent en contact avec des passeurs qui les entassent sur des embarcations de fortune avant une périlleuse traversée en mer Méditerranée, en direction de l'Europe.

Noël Ndong

AFRIQUE/ETATS-UNIS

John J. Sullivan explique la stratégie d'investissement de son pays

Le sous-secrétaire d'état américain a organisé, en marge de la 74^e Assemblée générale de l'ONU, à New York, une table ronde avec les chefs de la diplomatie des pays africains sur l'augmentation des échanges commerciaux et des investissements en Afrique.

Le chef de la diplomatie américaine adjoint a réuni les ministres des Affaires étrangères et de hauts responsables de l'Angola, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Sénégal et d'Afrique du Sud, ainsi que des administrations publiques américaines, dont la sous-secrétaire au Commerce, Karen Dunn Kelley; l'administrateur de l'Usaid, Mark Green; la présidente-directrice gé-

nérale de la banque Exim, Kimberly Reed; le président-directeur général par intérim de l'Opic (Société des investissements privés à l'étranger), David Bohigian; le secrétaire d'Etat adjoint à la croissance économique, à l'énergie et à l'environnement, Keith Krach; et le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, Tibor Nagy.

La rencontre a porté sur les échanges commerciaux et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique. Les participants ont donné leurs points de vue respectifs sur les possibilités d'investissements dans les secteurs de l'énergie, des transports, des services bancaires, des technologies de l'information et de la communication, des infrastructures.

John Sullivan a expliqué la manière dont les pouvoirs publics américains

réalisent la stratégie de l'administration pour l'Afrique et comment œuvrent-ils pour renforcer les liens commerciaux entre les deux parties. Il a aussi évoqué l'initiative « Prosper Africa », qui rassemble un large éventail de ressources publiques américaines pour accroître les échanges commerciaux et les investissements dans les deux sens. Les responsables américains ont également donné un aperçu de la future société de financement du développement international de leur pays qui devrait être lancée en fin d'année pour accroître les investissements en Afrique.

Le sous-secrétaire d'Etat adjoint, John Sullivan J., a confirmé l'engagement de son pays vis-à-vis des partenaires africains.

N.Nd.

Afro Glam's



COIFFURES

TRESSSES
TISSAGES
TEINTURES
DEFRISAGES
SHAMPOING
COUPES BARBES
COUPES HOMMES
COIFFURES DAMES
SOINS CHEVEUX
NATUREL ET DEFRISÉ...

SOINS

MAKE UP
MANICURE
PEDICURE...

HORAIRES D'OUVERTURE: LUNDI - SAMEDI 9H à 20H et DIMANCHE 14H à 20H

Nos Offres du mois

Pose vernis mains	Coiffure homme Noir adulte	Coiffure homme Europeen
1500 F	1000 F	2000 F

Pour toutes prestations Supérieures à

5000F cfa OBTENEZ

20% de réduction de

MANICURE OU PEDICURE

VALABLE UNIQUEMENT DU LUNDI AU JEUDI

Adresse
Avenue Pemba après la boulangerie Km4
CEG 05 Février 1979
Pointe - Noire / Rép. du Congo

Contacts
+242 05 300 95 16
+242 06 415 95 66

E-mail
afroglams19@gmail.com



MINISTÈRE DES POSTES,
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
ET DE L'ÉCONOMIE
NUMÉRIQUE



Organise

le PRIX de 'Innovation Numérique

Associé au programme



Seeds
for the
Future 2019



de HUAWEI

- ▶ Jeunes entre 18 et 29 ans;
- ▶ Vous avez des projets innovants dans le numérique
- ▶ **Inscription** www.postetelecom.gouv.cg

e-gouv

e-citoyen

e-business

Candidatez avant le 29 Septembre 2019



📍 Boulevard Denis Sassou N'Guesso | Ref. CFAO

☎ +24206.562.79.22 | 06.6214598

🌐 <https://prix-innovation.dgden.cg>

COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

Le Congo plaide aux Nations unies pour des financements innovants

Lors de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle tenue en marge de la 74^e Assemblée générale de l'ONU, le Premier ministre, Clément Mouamba, a appelé à la mobilisation pour trouver des solutions idoines de financer cette initiative salvatrice de santé.

Le Plan national de développement sanitaire 2018-2022 du Congo fait de l'atteinte de la couverture maladie universelle une de ses priorités. Le pays déploie des efforts dans ce sens à travers plusieurs initiatives. « *Le gouvernement a engagé la revitalisation de cinquante-deux districts sanitaires. L'on a, depuis quelques années, la gratuité de la prise en charge de plusieurs affections notamment le VIH/sida, la tuberculose, le paludisme chez les enfants et les femmes enceintes* », a déclaré le Premier ministre Clément Mouamba. Le chef du gouvernement a, par ailleurs, évoqué la mise en place de la centrale d'achat des médicaments essentiels et autres produits de santé ainsi que la politique intensive de formation de plus de trois mille médecins. Il faut préciser que la revita-



Le Premier ministre, Clément Mouamba, faisant son plaidoyer aux Nations unies

lisation de cinquante-deux districts sanitaires est une manière pour le gouvernement de garantir à tous l'accès aux soins de santé primaire de qualité, assurant ainsi la protection

financière de la population vulnérable dont les dépenses de ménage sont majoritairement consacrées à sa prise en charge sanitaire. Il y a quelques mois, les membres du comité natio-

nal consultatif du travail ont planché sur l'effectivité de l'assurance maladie universelle. « *L'opérationnalisation de l'assurance maladie universelle permettra, entre autres,*

de réduire la contribution directe des ménages aux dépenses de santé qui est actuellement de 32%, largement au-dessus de la norme recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (15-20%) », avait fait savoir le ministre de la Santé, de la population, de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo. Malgré les avancées enregistrées, le Premier ministre a reconnu que les défis importants restent à relever en matière de couverture sanitaire universelle. C'est pour cela qu'il a fait un plaidoyer afin de trouver des solutions idoines aux financements innovants qui permettra aussi de lutter contre les faux médicaments, contribuera à la formation et au renforcement des capacités en matière de santé.

Rominique Makaya

AVORTEMENTS CLANDESTINS

L'association Avenir Nepad invite le gouvernement à réglementer le phénomène

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale du droit à l'avortement, le 28 septembre de chaque année, l'organisation non gouvernementale a demandé aux pouvoirs publics d'adopter une loi en la matière conformément à certains instruments juridiques internationaux que le pays a signés et ratifiés.



Les membres de l'association Avenir Nepad lors de la conférence de presse

Au cours d'une conférence de presse animée le 27 septembre, à Brazzaville, Avenir Nepad a exprimé son indignation contre le non-respect des droits de certaines femmes. Ornaël Mikaël Djembo, chargé de programme au sein de cette association, a rappelé que sur le plan régional et international, le Congo a signé et ratifié un certain nombre d'instruments juridiques, notamment la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relative aux droits des femmes en Afrique, communément appelée protocole de Maputo. Malheureusement, a-t-il déploré, certaines lois nationales ne cadrent pas avec cette exigence internationale. Les juristes savent que les lois in-

ternationales sont au-dessus des lois nationales mais nous constatons que les droits de certaines femmes ne sont pas respectés. L'article 14 du protocole de Maputo, par exemple, stipule : « *Protéger les droits des femmes, particulièrement médicalisé, en cas d'agression sexuelle, de viol, d'inceste et lorsque la grossesse met en danger la santé mentale et physique de la mère ou la vie de la mère ou du fœtus* », a-t-il précisé. Reconnaisant le fait que chaque société possède ses us et coutumes, l'association Avenir Nepad souhaite que les lois s'adaptent à la réalité puisque les avortements clandestins continuent de faire des dégâts, estimant qu'il est

temps que le phénomène soit cadré afin d'éviter ses conséquences néfastes. A cet effet, elle plaide pour une harmonisation des instruments juridiques nationaux avec les engagements pris sur le plan régional et international en matière d'avortement. « *Nous voulons que le gouvernement améliore l'accès à l'information et aux services liés à la planification familiale ainsi que la promotion des instruments juridiques existants en matière des droits de la femme. La population doit être libre de décider sur la question car il y a certaines circonstances qui nécessitent l'avortement* », a conclu Ornaël Mikaël Djembo.

Rude Ngoma (stagiaire)

JU JITSU

Me Manassé Ngangoué s'insurge contre la léthargie de la fédération

L'ancien secrétaire général de la Fédération congolaise de ju jitsu et self défense (Fécoju-self) entre 2014 et 2016 invite les gestionnaires du sport congolais à trouver une solution à la crise qui secoue cette structure.

« *Je ne serai pas diplomatique dans mes propos, car nous avons assez gardé le calme. La crise que traverse le ju jitsu aujourd'hui depuis plus d'un an et demi, avec deux présidents à la tête d'une même structure, ralentit la machine et fait perdre la confiance des pratiquants de ce sport auprès des autorités fédérales et du ministère* », a fustigé Me Manassé Ngangoué.



Me Manassé Ngangoué

En effet, depuis plus d'une année, l'instabilité règne à la Fécoju-self et les athlètes sont les principaux perdants puisqu'aucune activité officielle de ju jitsu n'est organisée jusqu'à ce jour. La cause, un prétendu détournement de fonds et l'incompréhension entre le ministère des Sports et ladite fédération, concernant l'application des notes administratives. L'ancien secrétaire général estime qu'il existe un réseau mafieux entre le bureau sortant et quelques cadres du ministère des Sports et de l'éducation physique. Selon lui, c'est ce réseau qui aurait détourné les fonds alloués à la fédération pour son fonctionnement, précisément les vingt-six millions qui seraient portés disparus jusqu'aujourd'hui. Me Manassé Ngangoué pense que la tenue d'une assemblée générale libre et crédible, où tout candidat éligible et membre votant recevra légalement des documents selon les textes qui régissent la Fécoju-self, reste la seule issue à cette crise qui paralyse le ju jitsu congolais.

R.Ng.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR DE MATERIEL INDUSTRIEL ET ELECTRIQUE

RECHERCHE

VENDEUR COMPTOIR

Placé dans l'organigramme sous la responsabilité du Directeur Commercial, le candidat aura la charge d'accueillir les clients et de vendre les produits des marques que la société représente.

I. Description du poste

- Accueillir les clients au comptoir du magasin et les renseigner
- Vendre des produits en mettant en valeur leurs aspects techniques
- Gérer les commandes des clients
- Assurer la facturation aux clients et participer à la clôture de la caisse
- Organiser la présentation des produits dans le showroom
- Aider et informer les clients dans le cadre du service après-vente

II. Qualifications et aptitudes**1. Diplôme requis**

Bac+2 ou licence commerciale en vente- techniques commerciales- actions commerciales

2. Postes précédents

Vendeur

Technico-commercial

3. Expérience professionnelle souhaitée

Deux ans au minimum

4. Qualités requises

- Avoir une double compétence : technique d'une part, car il faut connaître les caractéristiques techniques de chaque produit. Et, d'autre part, commercial afin d'identifier les besoins de sa clientèle et l'informer de manière pertinente
- Avoir une écoute active, être relationnel, avoir un esprit de curiosité ainsi qu'un bon sens de l'organisation, s'informer des évolutions techniques des produits de l'entreprise, s'informer des évolutions du marché et de la concurrence
- Connaître l'outil informatique (Excel- Word- Logiciel Sage)
- Être titulaire d'un permis de conduire catégorie B

III. Contact - rémunération - lieu

- 1- Adresser une lettre de motivation et un curriculum vitae à : recrutementindustrie46@gmail.com ou encore déposer vos dossiers au bureau des Dépêches de Brazzaville à Pointe-Noire vers la radio Pointe-Noire
- 2- La rémunération sera à la hauteur de la compétence du candidat
- 3- Dernier délai de transmission des CV : le 15 octobre 2019
- 4- Lieu de travail : Pointe-Noire – République du Congo

NECROLOGIE

M. Jacques Gambou, directeur de cabinet du ministre des Sports, a la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances, du décès de son épouse, Mme Emilie Gambou, née Mossibi, survenu le mardi 24 septembre 2019, au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Mvoula n° 2157, quartier Batignolles, derrière la pharmacie Djager

Sandrine Atipo, Véronique Adouki, agents Télé congolais; le colonel Mvoula Imono Mbani Alaska; les familles Adouki et Mvoula Imono annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, nièce et petite fille Divine Marie Véronique Mvoula survenu le mercredi 18 septembre 2019 au CHU de Brazzaville

Le deuil se tient au n°237 de la rue Bandzas, vers chez le général Ndengue

Le programme des obsèques se présente ainsi qu'il suit :

Mardi 1er octobre

- 9h00 : levée de corps à la morgue du CHU;
- 10h00 : recueillement au domicile familial;
- 11h00 : messe en l'église Sainte-Marie de Ouenzé;
- 13h00 : départ pour le cimetière privé Bouka;
- 16h00 : fin de la cérémonie.

**REMERCIEMENTS**

La veuve Lekoyi née Odzila Brigitte et la famille Kebe remercie les autorités nationales, les vénérables sénateurs, les hono-



rables députés, l'association des parlementaires de la Cuvette-ouest et les amis et connaissances pour la compassion, la solidarité et le soutien multiforme dont ils ont fait témoignage lors du décès, le 6 août 2019 à Brazzaville, de son époux, le vénérable Dominique Lekoyi.

Veillez touvez ici, l'expression de leur gratitude.

GROUPE YANNICK

Recherche des agents de sécurité. Dossier à fournir :
-CV
-Demande manuscrite
Tel : 06 402 81 81
Dernier délai : mardi 1^{er} octobre 2019. Adresse: 2549, rue Charles -Foucault, en face de l'hôtel Marina.

COMMUNIQUE

BOURSES D'ÉTUDES DISPONIBLES POUR DES GRANDES ÉCOLES PRIVÉES AU MAROC ET AU SÉNÉGAL.

DÉPÔT DE DOSSIERS
DU 24/09/2019 AU 10/10/2019.
TÉL : +242 06900 00 01

OFFRE DE VENTE DE VÉHICULES

L'ambassade de la République fédérative du Brésil à Brazzaville, République du Congo, vend les véhicules suivants :

1-Véhicule marque Camry, année 2008, couleur grise métallique, 5 places (passagers), prix minimum de la vente trois millions quatre cent quatorze mille (3 414 000) FCFA et

2-Véhicule marque Suzuki bus, année 2008, couleur beige, 8 places, prix minimum de la vente deux millions deux cent soixante-seize mille (2 276 000).

Les intéressés pourront voir les véhicules, en offrant la proposition d'achat dans une enveloppe cachetée à l'adresse suivante :

Ambassade du Brésil, avenue Nelson-Mandela C/MFOA / Brazzaville

FÉLIX TSHISEKEDI À L'ONU

Un discours aux accents panafricanistes

Journée mémorable que celle du 26 septembre qui a vu le chef de l'Etat congolais, auréolé de son statut de cinquième président de la République démocratique du Congo (RDC), s'exprimer pour la première fois du haut de la tribune des Nations unies, à l'occasion de la 74^e session de l'Assemblée générale.

Une belle opportunité saisie à bras le corps par Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo pour évoquer les défis du développement auquel fait face le monde actuel, à la fois globalisé et en constante mutation. Aussi, pour se mettre aux diapasons des nouvelles réalités de l'univers et, surtout, relever durablement les défis qui plombent le progrès de la communauté universelle, le chef de l'Etat a préconisé une réforme intégrale de l'ONU, notamment du Conseil de sécurité et des agences du système des Nations unies.

Un processus de réforme qui, se convainc-t-il, devra être mené à son terme et prendre en compte la position commune africaine. Se faisant le porte-voix des nations africaines à ce forum mondial, Félix Tshisekedi a stigmatisé la marginalisation de l'Afrique dans cet organe stratégique de l'ONU où il reste le seul continent à ne disposer, en son sein, d'aucune représentation permanente « alors que l'essentiel des enjeux démographiques sociaux et environnementaux de la planète sont liés » à l'Afrique. D'où son plaidoyer pour un Conseil de sécurité juste, plus équitable et représentatif du peuple du monde.

Halte aux inégalités !

Dans son souci de voir la communauté des nations jouer pleinement son rôle dans l'équilibre mondial à l'heure où l'humanité tout entière est engagée dans un élan sans précédent dans le cadre de l'agenda de développement à l'horizon 2030, Félix Tshisekedi prône l'unité, la solidarité, la tolérance et la coopération internationale, des valeurs essentielles de la Charte de l'ONU sans les-



Félix Tshisekedi à la tribune de l'Onu

quelles le monde n'aurait peut-être jamais existé. Aucun pays, a-t-il soutenu, ne peut faire face à lui tout seul aux défis de l'humanité tels que ressortis dans les Objectifs de développement durable, dans le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement de développement ainsi que dans l'Accord de Paris sur le climat. « Les inégalités et les sentiments d'exclusion sont à l'origine des principales menaces sur la paix, la stabilité et le développement », a-t-il déclaré en substance, sidéré par les flux migratoires incontrôlés des peuples entiers à la recherche d'un meilleur avenir aussi bien dans les pays du Nord que ceux du Sud. Toute une interpellation destinée à faire reculer un peu plus « les réflexes xénophobes, la montée en force de populisme ainsi que la radicalisation des laissés-pour-compte ».

Abordant le volet sécuritaire dans la sous-région des Grands Lacs, le chef de l'Etat congolais a mis une emphase particulière sur la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

(Monusco) qui, dans son entendement, a encore de beaux jours dans son pays, quitte à réadapter sa configuration « à l'évolution de la situation sur le terrain, en concentrant davantage les efforts sur les capacités d'intervention opérationnelle des forces onusiennes aux côtés des Forces armées de la RDC ».

Bien plus, dixit le premier d'entre les Congolais, la Monusco réformée devra être

« non pléthorique, bien équipée, forte et dotée d'un mandat adapté à l'image de la brigade d'intervention rapide qui avait jadis mis en déroute le mouvement rebelle du M23 ». Et dans la perspective du rétablissement de la paix dans la sous-région en proie à l'activisme des mouvements rebelles et terroristes proches de Daech, le président de la République a réitéré sa proposition faite, en juillet dernier, au trente-neuvième sommet de la Communauté de développement d'Afrique australe, celle portant création d'une coalition régionale à l'image de la coalition mondiale contre le terrorisme, pour éradiquer le fléau de l'insécurité créé

par les groupes armés d'origine interne et externe.

Partisan de la Zone de libre-échange continentale, Félix Tshisekedi est convaincu que son pays a vocation à jouer la carte de l'intégration africaine. D'où l'impulsion donnée au programme de développement d'infrastructures en cours à la hauteur de son immense superficie de 2,3 millions de kilomètres carrés, l'objectif étant « de relier le pays d'ouest en est et du nord au sud, de faciliter le transit des biens et des personnes et de libérer le potentiel agricole » de ses provinces. Dans le même ordre d'idées, il a plaidé pour une exploitation réglementée du sous-sol congolais dont il propose, par ailleurs, une utilisation rationnelle contre un accompagnement à l'industrialisation et à la production des batteries et des composants à plus haute valeur ajoutée. La République démocratique du Congo (RDC), a-t-il dit,

« détient environ 70 % des réserves mondiales des métaux stratégiques indispensables pour réaliser la transition énergétique et numérique qui s'impose à l'humanité ». Et d'ajouter : « Le monde a soif de cobalt, de coltan et de lithium. Nous voulons des emplois industriels, de la formation et du développement ».

La RDC, la solution à la pauvreté

Dans la foulée, le président de la République a évoqué sa volonté de transformer le potentiel agricole congolais avec ses quatre-vingts millions d'hectares de terres arables et ses quarante millions irrigables. Deux milliards

d'individus peuvent être nourris par le potentiel agricole de la RDC, a-t-il soutenu, convaincu que dans la dynamique de lutte engagée contre la pauvreté à l'échelle universelle, ce pays peut justement faire partie de la solution.

Parlant des acquis démocratiques engrangés depuis son investiture, Félix Tshisekedi, outre les garanties accordées à l'ensemble des droits et des libertés ainsi que la matérialisation de la décriminalisation politique, a mis en exergue la parité homme-femme dans les institutions, laquelle est passée de 6 à 18 % concernant le taux de participation des femmes. Autre dividende à mettre à son actif, l'effectivité de la gratuité de l'enseignement de base en RDC avec, à la clé, la perspective de porter le budget du secteur de l'éducation de 8 à 20 %, soit à un niveau proche des standards internationaux tels que recommandé par l'Unesco.

Abordant enfin le chapitre de la maladie à virus d'Ebola, Félix Tshisekedi a salué la solidarité manifestée par les Nations unies et par l'Union africaine dans la lutte contre cette épidémie, tout en encourageant l'organe en charge de la riposte qu'il a mis en place, sous la coordination du Dr Jean-Jacques Muyembe. « La nouvelle stratégie de riposte commence à produire des effets, notamment à Goma qui est déjà à l'abri », a-t-il révélé, précisant que cette nouvelle donne sera renforcée par l'introduction de cinq nouveaux médicaments approuvés, en plus du vaccin contre la maladie à virus Ebola. Un pas dans la bonne direction.

Alain Diasso

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les autorités congolaises veulent se servir du numérique

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, veut adopter la nouvelle technologie pour obtenir des résultats rapides dans la guerre contre la corruption et divers crimes qui saignent l'économie nationale.

En s'adressant aux dirigeants du monde du haut de la tribune des Nations unies, le 26 septembre, Félix-Antoine Tshisekedi a dévoilé les grandes priorités sociales de son quinquennat parmi lesquelles la lutte contre la corruption et les crimes économiques.

L'entrée de la République démocratique du Congo (RDC) dans l'ère du numérique ne représente pas qu'un simple effet de mode.

En fait, il devient de plus en plus clair que le nouveau pouvoir compte faire du numérique une arme redoutable pour plus d'efficacité dans la lutte contre la corruption, un véritable fléau dévastateur pour l'économie du pays. C'est un choix stratégique dicté par une demande croissante de changement dans la manière de gérer, notamment les deniers publics. Avec l'aide du numérique, un contri-

buable peut payer ses taxes sans quitter son village. Il ne devra plus parcourir une longue distance ou attendre longtemps avant d'obtenir son attestation fiscale. Un opérateur économique peut également payer ses impôts en remplissant simplement en ligne un formulaire ou en s'adressant directement à sa banque sans devoir passer par un fonctionnaire. Ces exemples prouvent à suffisance le rôle d'inter-

médiaire que peut jouer le numérique, car il contribue plus efficacement à la lutte contre la corruption dans les différents rouages de l'Etat. Pour faire aboutir ce projet, le chef de l'Etat a nommé un conseiller spécial en charge du numérique. Sa mission était de créer un cadre de concertation au sein duquel plusieurs experts tant du secteur public que du secteur privé devaient se retrouver pour accoucher

du premier draft d'un Plan national du numérique. Aujourd'hui, le rêve a rejoint la réalité. Le plan validé tourne exactement autour de plusieurs piliers importants, en l'occurrence les infrastructures, la production, l'hébergement du contenu, les usages applicatifs, la gouvernance et la régulation. Ce projet va impacter l'ensemble des secteurs de la vie nationale en RDC.

Laurent Essolomwa

74^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La RDC adopte la déclaration politique pour la couverture sanitaire universelle

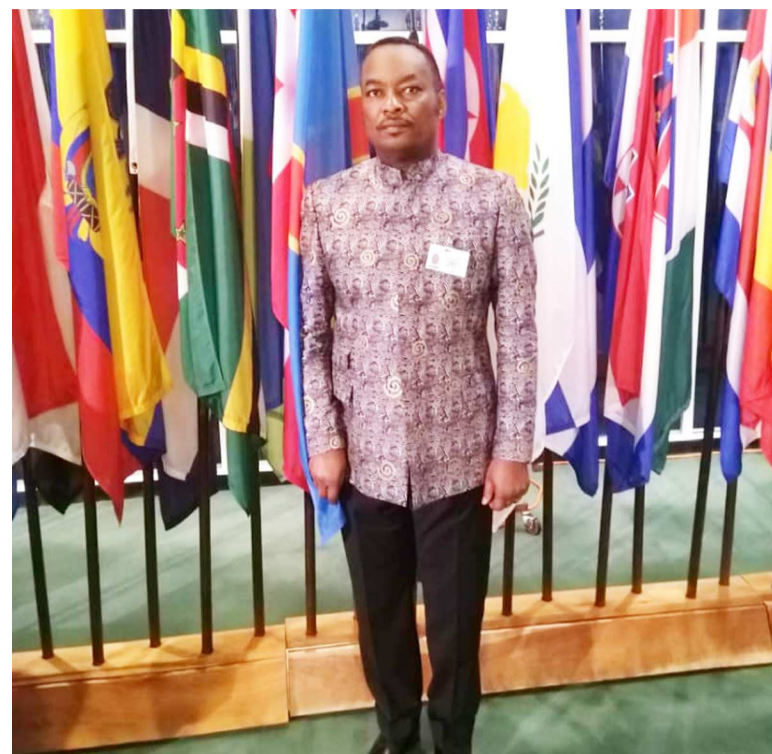
Kinshasa a approuvé le document au cours d'une réunion de haut niveau organisée à cet effet à New York, en marge de la rencontre annuelle des Nations unies qui s'y tient depuis le 23 septembre, tout en s'engageant à mettre en place un écosystème de couverture santé adapté, couvrant l'ensemble des catégories sociales.

La République démocratique du Congo (RDC) a été représentée à la réunion consacrée à l'adoption de la déclaration politique pour la couverture sanitaire universelle par son ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo. L'approbation de ce texte a une portée hautement significative non seulement pour le bien-être des milliers de gens, mais

également traduit le désir de la communauté internationale d'aspirer à l'universalité de la protection sociale. Pour cela, le ministre de la Santé a indiqué que la RDC envisage « d'accroître de 10% par an le taux de couverture de la population par un système efficace d'assurance maladie pour tous jusqu'à l'atteinte de la couverture ma-

ladie universelle ».

Le Dr Eteni Longondo a, par ailleurs, informé qu'une caisse nationale de sécurité sociale sera créée en vue de promouvoir la mise en place d'un écosystème de couverture santé adapté couvrant l'ensemble des catégories sociales. Il reste convaincu que l'atteinte de cet objectif nécessite une amélioration de service de santé. C'est pourquoi, a-t-il signifié, le gouvernement congolais a adopté cette déclaration politique sur la couverture sanitaire universelle aux côtés des autres Etats membres de l'ONU.



Le ministre de la Santé, le Dr Eteni Longondo, à New York

La RDC envisage « d'accroître de 10% par an le taux de couverture de la population par un système efficace d'assurance maladie pour tous jusqu'à l'atteinte de la couverture maladie universelle »

Blandine Lusimana

PROVINCE DU KONGO

Guy Mikulu Pombo saisi du dossier d'adduction d'eau potable à Mbasa-Mboma

Le nouveau ministre du Développement rural promet d'effectuer une descente sur place en vue de faire un état des lieux pouvant lui permettre de décider des actions à mener.

Le ministre du Développement rural a reçu, le 27 septembre, une délégation de l'Association des anciens élèves du collège Notre-Dame-de-Mbansa-Mboma (Assacom), reçue auparavant par son directeur de cabinet. Au cours des échanges, il s'est dégagé que l'actuel ministre ne dispose d'aucune information relative au dossier lié à l'adduction en eau potable du plateau de Mbansa-Mboma, celui-ci n'ayant pas été inscrit dans la remise et reprise avec le cabinet sortant. La délégation de l'Assacom, conduite par son président, Jefferson Makengo, a eu l'opportunité de faire la genèse du projet ainsi que tous les enjeux et effets collatéraux y afférents à Guy Mikulu Pombo. « Nous avons fait l'état des lieux du projet et tous les désagréments encourus dans son exécution jusqu'à l'arrêt des travaux depuis le mois passé », a expliqué le président de l'Assacom aux membres de l'association qu'il préside.

Le ministre veut palper du doigt les réalités du projet

De son côté, le nouveau ministre du Développement rural, qui a eu tous les documents afférents à ce projet de la part de l'Assacom, se veut prudent avant de prendre une décision sur ce dossier. Il a promis de solliciter du Premier ministre une descente sur place en vue de faire un état des lieux pouvant lui permettre



Le ministre Guy Mikulu échangeant avec la délégation de l'Assacom

de décider conséquemment. Cette visite du site, a indiqué Guy Mikulu Pombo, lui permettra de dégager des pistes de solution à l'issue d'un audit technique et financier du dossier. « On a fait le tour du projet pour savoir de quoi il s'agit. Je dois effectuer une visite sur le terrain et savoir quels sont les besoins de la population de Mbansa-Mboma », a-t-il laissé entendre.

Le ministre a admis avoir vu les photos sur ce projet, indiquant qu'il faudra également tabler sur l'aspect traitement d'eau, qui manquait dans ce qui se faisait avant et ce qui a été amorcé par son prédécesseur.

« Ma descente sur le terrain permettra de faire un état des lieux et voir les solutions techniques à proposer pour avoir de l'eau potable. C'est cet état des lieux qui permettra de savoir ce qu'il faut faire : améliorer ce qui a été fait ou le refaire, en prenant en compte l'aspect traitement de l'eau, parce que l'on veut de l'eau potable, par rapport au système existant », a-t-il fait savoir. La délégation de l'Assacom auprès du ministre du Développement rural entre dans le cadre du plaidoyer mené pour ce projet d'adduction d'eau potable dans ce plateau du Kongo central. Il y a deux ans, en effet, cette asso-

ciation avait initié ce projet pour l'ensemble du plateau. Mais, le ministre Justin Bitakwira, qui l'avait relayé, ne l'avait pas terminé; ce qui a conduit à des discordances de compréhension et d'approche avec l'Assacom. Cette association reprochait au ministre le fait de travailler juste pour pomper de l'eau de la rivière pour les élèves alors qu'en initiant ce projet, elle envisageait de donner de l'eau potable à tout le plateau.

Notant que ce qui avait été fait sur le terrain ne correspondait pas aux sommes déboursées par le Trésor public, l'Assacom demandait notamment un audit technique et financier, en

plus du blocage du reliquat de l'argent alloué à ce projet qui n'avait pas encore été libéré par le Trésor public.

L'ex-ministre en charge du Développement rural avait même été accusé d'avoir détourné l'argent destiné à ce projet, malgré le fait qu'il l'avait surfaturé, en quadruplant son coût, par rapport à une société coréenne contactée pour réaliser le même projet. Précisons que le président de l'Assacom avait été convoqué au Conseil national de sécurité où il a été entendu, les 25 et 26 septembre, sur ce dossier.

Lucien Dianzenza

COOPÉRATION

Une délégation du WWF reçue par Félix Tshisekedi

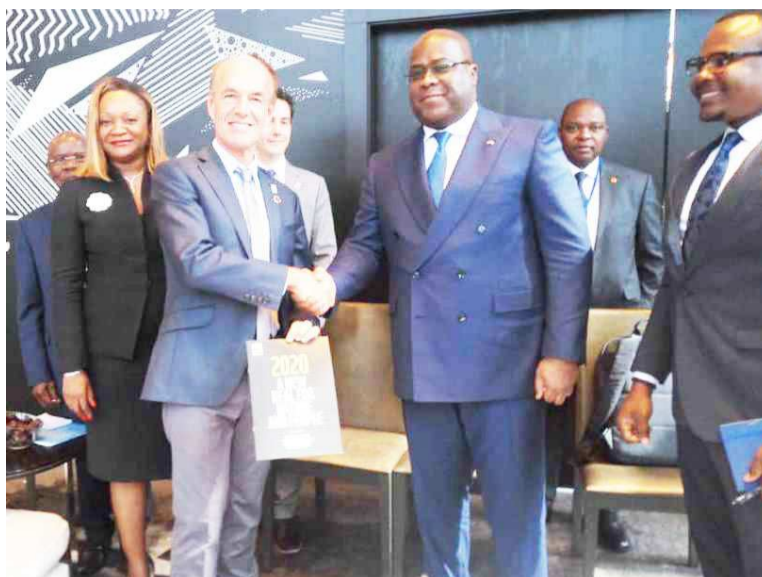
En marge des travaux de la 74^e Assemblée générale des Nations unies et du sommet Action climat, à New York, le chef de l'Etat s'est entretenu avec une délégation du Fonds mondial pour la nature (WWF), conduite par le directeur général, Marco Lambertini. Les échanges ont porté principalement sur la collaboration entre le gouvernement congolais et cette organisation non gouvernementale internationale active dans le domaine de la conservation.

Les deux parties ont longuement discuté sur le rôle de premier plan que devrait jouer la République démocratique du Congo (RDC) en Afrique pour répondre à l'urgence planétaire relative au changement climatique et à la perte croissante de la biodiversité mondiale. Elles ont également évoqué l'état de la collaboration entre le gouvernement et le WWF. Marco Lambertini a profité de cette occasion pour informer le président de la République de l'engagement de longue date de son ONG pour la protection de la nature et l'utilisation durable des ressources naturelles en RDC. « *Le WWF demeure plus que jamais résolu à poursuivre et à renforcer son accompagnement de l'action du*

gouvernement congolais visant à préserver sa riche diversité biologique au bénéfice des générations présentes et futures », a-t-il précisé, dans un communiqué à l'issue de cette rencontre.

Dans le cadre de la vision du chef de l'Etat sur la réduction de la pauvreté, les deux personnalités ont convenu de renforcer la collaboration pour la gestion durable des ressources naturelles, en mettant au centre des actions les communautés locales et les peuples autochtones.

De son côté, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a loué les efforts du WWF et s'est engagé à renforcer le partenariat avec lui afin d'assurer une plus grande implication des commu-



La poignée de main entre le chef de l'Etat et le directeur général du WWF /photo WWF

tés locales et des peuples autochtones dans son travail pour trouver les solutions devant permettre aux Congolais de bénéficier pleinement des ressources naturelles abondantes dont regorge la RDC. Les théma-

tiques retenues pour cet accompagnement seront, se sont convenues les deux personnalités, alignées aux priorités du gouvernement congolais. Elles couvriront certains axes tels la consolidation et l'extension du

réseau des aires protégées ; le développement durable des communautés locales et des peuples autochtones pygmées, gardiens naturels des ressources forestières ; l'éducation environnementale et la promotion de l'écotourisme ; ainsi que l'appui à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Le chef de l'Etat congolais, qui a engagé son gouvernement à renforcer les efforts en matière de garanties environnementales et sociales et à soutenir ceux d'autres partenaires, a, enfin, noté avec satisfaction les efforts additionnels du WWF pour mettre en place un cadre de sauvegarde sociale et environnementale.

Lucien Dianzenza

DIFFÉREND RDC-UGANDA

De nouvelles audiences de la Cour internationale de justice prévues en novembre

L'organe judiciaire principal des Nations unies tiendra des audiences publiques sur la question des réparations en l'affaire des activités armées sur le territoire de la République démocratique du Congo (RDC) contre l'Ouganda, du 18 au 22 novembre, au Palais de la paix, à La Haye, où la Cour a son siège.

La Cour internationale de justice (CIJ) avait décidé de reporter la procédure orale en l'affaire qui devait se tenir du 18 au 22 mars dernier. Elle avait justifié sa décision en tenant compte de la demande formulée par la RDC tendant au report des audiences et des vues exprimées par l'Ouganda sur cette question.

Vue d'ensemble de l'affaire

Le 23 juin 1999, la RDC avait déposé au greffe de la CIJ des requêtes introductives d'instance contre le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda « en raison d'actes d'agression armée perpétrés en violation flagrante de la Charte des Nations unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine ». Outre la cessation des actes allégués, la RDC a demandé l'obtention d'une réparation pour les actes de destruction intentionnelle et de pillage, ainsi que la restitution des biens et ressources nationales dérobés au profit des États défendeurs respectifs.

L'Ouganda a déposé, par la suite, un contre-mémoire contenant trois demandes reconventionnelles. Par une ordonnance du 29 novembre 2001, la Cour a décidé que deux de ces demandes reconventionnelles (actes d'agression que le Congo aurait commis à l'encontre de l'Ouganda ; attaques visant les locaux et le personnel diplomatique ougandais à Kinshasa ainsi que des



ressortissants ougandais, dont le Congo serait responsable) étaient recevables comme telles et faisaient partie de l'instance en cours. Elle a également prescrit la présentation d'une réplique par le Congo et d'une duplique par l'Ouganda portant sur les demandes des deux parties dans l'instance en cours.

Après avoir tenu des audiences publiques en avril 2005, la Cour a rendu son arrêt au fond le 19 décembre de la même année. Ayant conclu que l'Ouganda était une puissance occupante en Ituri à l'époque pertinente, la Cour a indiqué qu'il se trouvait, en tant que tel, dans l'obligation, énoncée à l'article 43 du règlement de La Haye de 1907, de prendre toutes les mesures qui dépendaient de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant

qu'il était possible, l'ordre public et la sécurité dans le territoire occupé en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur en RDC. Cela n'avait pas été fait. La Cour a également considéré qu'il existait des éléments de preuve crédibles suffisants pour conclure que les troupes des UPDF (Uganda people's defence forces) avaient, de manière générale, commis diverses violations du droit international humanitaire et du droit relatif aux droits de l'homme. La Cour a estimé que ces violations étaient attribuables à l'Ouganda.

La CIJ a indiqué dans son arrêt que la question de la nature, de la forme et du montant de la réparation que chacune des parties devait à l'autre était réservée et ne lui serait sou-

Des membres la Cour internationale de justice

mise que si les parties ne parvenaient pas à un accord fondé sur l'arrêt qu'elle venait de rendre. Après le prononcé de l'arrêt, les parties ont informé régulièrement la Cour de l'état d'avancement de leurs négociations. Le 8 septembre 2007, les présidents ougandais et congolais ont conclu un accord de coopération bilatérale, dont l'article 8 prévoit la création d'un comité ad hoc, chacune des parties devant désigner au plus sept de ses membres, chargé d'examiner l'arrêt rendu par la Cour et de faire des recommandations concernant la réparation. Lors d'une réunion tenue le 25 mai 2010 à Kampala (Ouganda), les deux Etats ont nommé leurs membres respectifs du comité ad hoc et sont convenus que celui-ci adopterait un

plan de travail ainsi que des règles de procédure et qu'il fixerait les délais d'achèvement de ses travaux. En outre, la RDC avait présenté à la délégation ougandaise un document dans lequel elle fournissait une évaluation du préjudice qu'elle avait subi. En septembre 2012, les deux parties ont conclu un accord établissant un plan de travail pour la présentation des éléments de preuve concernant leurs réclamations respectives.

Le 13 mai 2015, estimant que les négociations menées à ce sujet avec l'Ouganda avaient échoué, la RDC a demandé à la Cour de fixer le montant de la réparation due par celui-ci. Bien que l'Ouganda ait fait valoir que cette demande était prématurée, la Cour a constaté, dans une ordonnance du 1er juillet 2015, que si les parties avaient effectivement cherché à s'entendre directement sur la question, il était manifeste qu'elles n'avaient pas pu parvenir à un accord. Elle a dès lors fixé au 6 janvier 2016 les délais dans lesquels les parties devront déposer leurs pièces de procédure écrite sur la question des réparations. Dans des ordonnances du 10 décembre 2015, du 11 avril et du 6 décembre 2016, ces délais ont été reportés au 28 avril 2016, au 28 septembre 2016 et au 6 février 2018, respectivement.

Patrick Ndungidi

KOUILOU

Le conseil départemental s'engage à soutenir les prestataires de l'enseignement et de la santé

L'assemblée locale a pris l'engagement le 26 septembre, à Loango, par la voix de son président, Alexandre Mabilia, à l'occasion de la clôture des travaux de sa septième session ordinaire, ouverte le 17 septembre.

La rentrée scolaire qui pointe à l'horizon n'a pas laissé indifférents les conseillers départementaux du Kouilou, qui tiennent à son effectivité dans toutes les localités. Aussi le bureau exécutif a-t-il pris l'engagement d'encourager les enseignants bénévoles à être à leurs postes de travail dès le premier jour.

« Le conseil départemental du Kouilou, engagé aux côtés du gouvernement de la République, encourage tous les bénévoles et prestataires à être à leurs postes dès la rentrée des classes, le 1er octobre 2019. Un fichier départemental des bénévoles et prestataires (2019-2020) sera dressé à l'issue du contrôle physique. Je prends l'engagement, au nom du bureau exécutif, de les accompagner par le versement de trois mois de primes forfaitaires. Il en est autant pour ceux de la santé, pour le compte des mois d'octobre, novembre et décembre 2019 », a assuré Alexandre Mabilia, clôturant les travaux.

La septième session ordinaire dite administrative du Conseil départemental du Kouilou s'est appesantie, en effet, sur les questions



La tribune lors de la clôture de la session / Adiac

d'éducation pour se doter d'un outil de planification offrant une vue réelle de ce que sera sa responsabilité au moment du transfert effectif des compétences en la matière; le programme sanitaire local visant la maîtrise, la planification et l'amélioration de l'offre de soins de santé de base à la population; le programme de désenclavement des localités du département; l'accès des habitants à l'eau potable.

C'est ainsi que les conseillers ont formulé quelques recommandations au bureau exécutif, notam-

ment l'organisation d'un atelier sur les questions de l'eau, d'hygiène et d'assainissement dans le département avant chaque session budgétaire; la tenue d'un conseil programmatif de la santé et de l'éducation; la mise en place

d'une commission d'aménagement du territoire, etc. Outre les affaires abordées, les élus locaux du Kouilou ont accueilli leur nouvelle collègue, Aurora Maria Bouandji Makaya, en remplacement du conseiller Gabriel Batchi.

Ils ont également visité leur siège provisoire en construction et suivi la présentation du produit Aquatabs en vue du traitement d'eau et sa purification en milieu rural par la société Aquapharm.

Séverin Ibara

MÉDIAS

Radio Congo Pointe-Noire enfin opérationnelle

Les agents de la chaîne départementale ont repris du service après une année d'interruption, grâce aux locaux plus convenables à leur mission inaugurés, le 27 septembre, par Thierry Lézin Mougalla, ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement.

es auditeurs de Pointe-Noire et du Kouilou suivent à nouveau Radio Congo Pointe-Noire, une chaîne de proximité qui propose différents programmes autour de l'actualité nationale et départementale, ainsi que des programmes musicaux et culturels.

En effet, depuis le 26 août 2018, cette radio avait cessé d'émettre à cause, entre autres, des problèmes techniques, la vétusté des équipements et l'effondrement de son bâtiment, privant les départements de Pointe-Noire et du Kouilou de la voix officielle du Congo.

Dans la recherche des solutions pour sa réhabilitation, les pouvoirs publics l'ont délocalisée sur le site appartenant jadis à l'école paramédicale, Jean-Joseph-Loukabou. Des locaux dignes de ce nom lui ont été alloués, permettant désormais aux agents d'exercer leur métier dans

des meilleures conditions.

Dans son mot de circonstance, Modeste Elenga, directeur général de la Radio Congo, a remercié le préfet de Pointe-Noire qui a mis ce site à la disposition du ministère de la Communication, mais également les agents de la Radio Congo Pointe-Noire, pour leur courage, leur combat et leur envie de reprendre le travail. « Ces travailleurs ont été dignes, ils se sont comportés en responsables même au temps fort du désespoir. Radio Congo Pointe-Noire est restée muette pendant un an. Fidèle à sa vocation de radio de proximité, elle n'a pas été au centre des luttes avec les pouvoirs publics contre l'épidémie de Chikungunya, le phénomène des violences dans les écoles, la lutte contre les antivaleurs, etc. », a-t-il dit.

Au moment où cette radio reprend du service, a-t-il ajouté, l'une des difficultés majeures est la fourniture d'électricité, souhaitant que cet épineux problème soit résolu. Pour sa part, le ministre de la Communication et des médias, lors du direct qui a marqué le lancement officiel et la reprise d'antenne de cette radio, a manifesté le contentement du gouvernement pour la bonne réalisation des travaux; ce qui permet aujourd'hui à Radio Congo Pointe-Noire d'émettre. Thierry Lézin Mougalla a indiqué que le gouvernement, malgré la dureté des temps, a pu dégager quelques crédits qui ont permis l'inauguration symbolique de ce bâtiment.

« Aujourd'hui, nous retrouvons un outil fiable et responsable. Je voudrais remercier et féliciter le personnel de la radio pour l'abnégation de tous et de chacun, parce que douze mois, c'est beaucoup et j'imagine que le quotidien n'a pas été facile et simple », a-t-il reconnu.

Techniquement, Radio Congo Pointe-Noire était prête depuis plusieurs semaines. Il était simplement attendu sa remise officielle aux ayants droit par le gouvernement afin qu'elle émette à nouveau.

Notons qu'au cours de cette cérémonie, les agents ont eu une pensée à l'égard de leur regrettée collègue, grande animatrice d'antenne, Marie Blanche Mabika, décedée le 2 août dernier.



Les nouveaux locaux de Radio Congo Pointe-Noire / Adiac

Hugues Prosper Mabonzo

HUMEUR

Gare aux écoles fantômes !

Mardi, 1er octobre, sera donné le coup d'envoi de l'année scolaire 2019-2020. Mais en ce qui concerne les écoles privées, le constat est qu'à côté de celles qui sont sérieuses, il y a une catégorie de « fantômes », créées à la sauvette juste pour gagner la clientèle.

Lors des inscriptions et réinscriptions, elles affichent des tarifs qu'elles qualifient de « démocratiques » pour amener les parents d'élèves à vite adhérer à leur philosophie. Elles trichent des pourcentages aux examens, multiplient mille et un dépliant, leurs animateurs passent de maison en maison les distributeurs aux différents ménages du quartier. Des dépliant qui vantent les diplômes de leurs encadreurs, se passant même pour des succursales des écoles à renommée internationale. L'apprentissage d'au moins quatre langues dès la classe de 6e tout comme des encadrements gratuits à domicile sont promis aux enfants, etc.

Pure démagogie ! Plus grave encore, nombreux candidats aux examens d'Etat dans ces fameuses écoles ont toujours du mal à être inscrits. Elles exigent dans la précipitation les droits d'écologie mensuels ou trimestriels et des frais « douteux » des inscriptions à ces examens. Une fois cette étape passée, ces écoles promettent aux parents d'être patients jusqu'à l'affichage des listes définitives des candidats, alors qu'elles n'avaient jamais fait parvenir les listes à la direction des examens et concours. Et pour certaines très ancrées dans cette magouille, elles font le porte-à-porte des écoles privées régulières pour négocier auprès des responsables de celles-ci des espaces pouvant leur permettre d'insérer les noms de leurs élèves. Triste réalité !

Les moins outillées dans ce jeu disparaissent quelques jours avant la sortie officielle des listes définitives aux examens d'Etat après avoir empoché des folles sommes d'argent. Sur leurs sites, ce sont des écrits tels : « Chers parents, pour des raisons indépendantes de notre école, elle a été transférée à un autre site ». Certains parents victimes en savent bien quelque chose. Ces escrocs prennent la clé des champs. Quelle antivaleur !

Nous, parents d'élèves, sachons que ce qui brille n'est pas toujours de l'or. Il est temps que nous nous ressaisissons, au lieu de nous laisser chaque fois bernés par les marchands d'illusions. A bon entendeur, ...

Faustin Akono

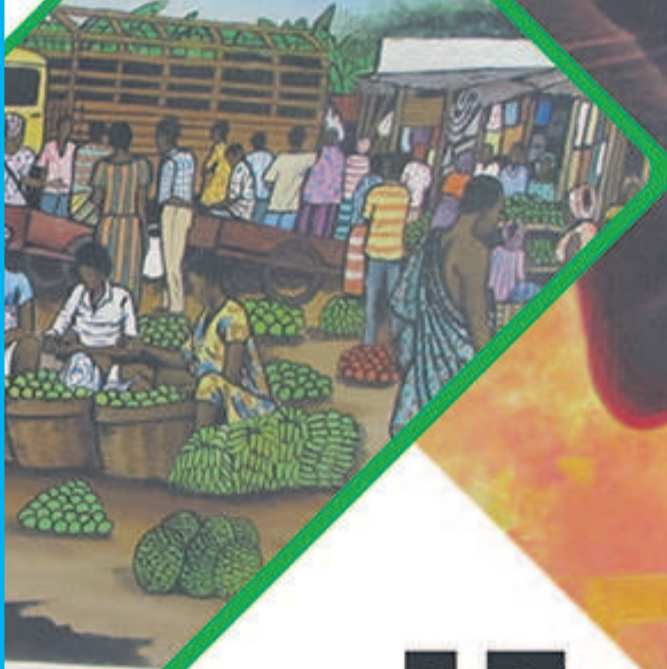
Le Musée Galerie du Bassin du Congo

présente

LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 59^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

*Marché du village
Nzimmy B*



*A la recherche du bonheur
Tumbe Chris*

du 13
Août
Au 12
Octobre 2019

*Les géants de la forêt
Zénon Mosséli*



Musée
du Bassin du **Congo**

Contacts
+242 06 666 70 65
+242 04 411 64 11

Adresse
B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guessa
Brazzaville - République du Congo



ARTS PLASTIQUES

Jussie Nsana célèbre ses 20 ans de carrière à l'Institut français du Congo

«Rétrospective» est le titre de l'exposition des œuvres picturales de la plasticienne, auteure de bande dessinée, illustratrice, vidéaste, qui a lieu du 27 septembre au 23 octobre à Pointe-Noire. Le vernissage s'est déroulé le 26 septembre en présence de Sylvie Bayonne, directrice de l'Institut français du Congo, des artistes et du public.

Une vingtaine de toiles retrace le parcours de la plasticienne qui a été amenée à la peinture par sa mère en lui achetant une bande dessinée (BD) intitulée «Un croco à Luozi» éditée en République démocratique du Congo. Les textes de cette BD mais aussi les dessins ont fasciné Jussie Nsana qui, en imitant le dessinateur et aussi bien d'autres, va en faire une profession. Vingt ans plus tard, ses toiles faites à base d'huile, d'acrylique de collage retracent son itinéraire de plasticienne mais aussi de vidéaste et de photographe.



Jussie Nsana, à droite, à côté de Sylvie Bayonne, directrice de l'IFC/Adiac

Jussie Nsana est une passionnée du dessin et de la peinture avec une prépondérance sur l'environnement. « Je n'aime pas me créer des limites. Je peins tout ce que je vois », a-t-elle dit, ajoutant : « Chacune de mes toiles est pour moi une poésie, un univers presque divin qui ne m'invite qu'à le visiter et l'explorer en toute intimité ».

Elle a participé à plusieurs festivals parmi lesquels Le salon du livre de Paris en mars 2016; les rencontres internationales Paris/Berlin, en janvier 2016; le festival international de BD d'Alger, en octobre 2015; Au-delà des géographies installation vidéo à la biennale de Dakar au Sénégal avec les Ateliers Sahm, en mai 2014; au festival international de la bande dessinée Animateçao «Luanda Cartoon», à Luanda en Angola, en août 2013.

Jessie Nsana est intervenue également à la conférence « La bande dessinée en Afrique centrale : parcours croisés » au festival Mboa BD, à Yaoundé, au Cameroun, en novembre 2011 ; à la conférence « La femme à l'assaut de la BD » au festival international de la BD d'Alger, en octobre 2009 ...

Hervé Brice Mampouya

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS DE HANDBALL

Abo Sport vise le podium

L'équipe championne du Congo, en séniors dames, souhaite terminer parmi les trois meilleures de la compétition qui se tiendra du 4 au 13 octobre à Praia, au Cap-Vert.



L'équipe d'A

Abo Sport participe, depuis quelques jours, au stage de préparation organisé par la Fédération congolaise de handball. Selon son entraîneur, Lad Dah Adolphe Lembessi, cette phase préparatoire permettra aux joueuses de se mettre en jambe. Son équipe, a-t-il dit, est une habituée des grandes compétitions et a occupé, lors de sa dernière sortie continentale, la troisième place. « Retenez déjà que lors de notre toute dernière sortie au plan continental, on était troisième. Notre objectif pour celle-ci est le même, c'est-à-dire chercher à faire mieux ou se

maintenir là où nous sommes », a-t-il indiqué.

A quelques jours de la compétition, Abo Sport compte sur sa cohésion puisqu'elle a gardé son effectif, malgré quelques départs, notamment l'une de ses joueuses qui a signé dans un club parisien. Lad Dah Adolphe Lembessi s'est dit optimiste quant à la capacité de ses joueuses à faire mieux lors de cette quarante-et-unième édition des championnats d'Afrique des clubs champions de handball. « Toujours dans le souci de l'excellence, nous visons les étoiles. On se prépare bien

et tous les dirigeants nous ont mis dans de bonnes conditions, dans la mesure où nous nous préparons dans un gymnase. Notre terrain d'entraînement habituel n'offre pas les mêmes conditions », a-t-il souligné.

Notons que cette compétition regroupe neuf équipes en version féminine et dix en version masculine. Abo Sport est logée dans le groupe B en compagnie de Petro atletico d'Angola, Evabuka de la République démocratique du Congo et Atletico de Mindelo du Cap-Vert.

Rude Ngoma
et Destin Kelly (stagiaire)

RÉFLEXION

Et Jacques Chirac nous a quittés ...

Tous ceux qui l'ont approché ces dernières années savaient que ses jours étaient comptés et qu'à échéance plus ou moins brève, la détérioration progressive de sa santé entraînerait son départ du monde des vivants. Mais preuve, s'il en fallait une, que sa popularité demeurerait intacte, l'émotion qui a saisi la France tout entière et nombre de pays autour d'elle lorsqu'il nous a quittés, la semaine dernière, a rappelé que l'ancien président de la République Française avait en réalité fortement marqué son temps. Et que, par conséquent, il lègue aux générations présentes une vision du monde bien différente de celle portée par ses successeurs comme par ses prédécesseurs à l'exception bien sûr du général de Gaulle qui, lui, avait découvert l'importance du monde extérieur, celle de l'Afrique en particulier, lors de la Seconde Guerre mondiale.

Jacques Chirac était, certes, un homme politique rompu aux pratiques de cet univers imprégné d'idéologie où le

discours, la gesticulation, la parade l'emportent sur la raison mais il était aussi un fin connaisseur des sociétés anciennes, de leur histoire, de leurs traditions, de leurs croyances. Et c'est très précisément ce qui l'avait amené à créer sur la rive gauche de la Seine, Quai Branly, en plein cœur de Paris donc, le musée qui porte aujourd'hui son nom et qui renferme des trésors venus des cinq continents. Durement frappé par la maladie après avoir quitté le palais de la République au terme de ses deux mandats, il avait consacré ce qui lui restait de force à l'enrichissement de ce lieu d'exception vers lequel convergent aujourd'hui de plus en plus de visiteurs en quête de connaissances, de savoir sur les sociétés d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Océanie.

Gaulliste et donc convaincu que la France a plus que jamais un rôle à jouer, une place à tenir dans le cercle des grandes puissances sur la scène mondiale, Jacques Chirac ne se posait pas en donneur de leçons vis-à-vis de ses pairs du Tiers-Monde, mais en allié

fidèle décidé à les accompagner dans leur longue et difficile marche vers le développement. S'il savait que l'on ne réécrit pas l'Histoire, il était tout aussi convaincu que la France doit beaucoup aux peuples qu'elle a placés sous sa tutelle durant l'ère coloniale et que, par conséquent, ses dirigeants doivent s'engager résolument à leur côté pour les aider à sortir de la misère qui les accable toujours. Ce qui l'avait conduit à créer, à soutenir, à accompagner de mille et une façons les réseaux dits de la «francafrique» qu'une certaine presse présentait et présente, d'ailleurs, toujours comme une sorte de mafia qui ne dit pas son nom.

Osons donc regarder la vérité en face : si la France a su préserver son influence, en Afrique notamment, c'est pour une large part à Jacques Chirac et à ceux qui l'ont entouré à l'Elysée tout au long de ses deux mandats présidentiels qu'elle le doit. Une ouverture sur le monde, une connaissance des réalités de ce temps, une perception de la montée en puissance de l'Afrique qui

donnent aujourd'hui à la nation qu'il dirigea douze années durant une capacité d'agir que seul le Royaume-Uni a su lui-même préserver grâce au Commonwealth. Dans le temps très particulier où nous vivons aujourd'hui, cette intelligence, cette perception du futur, cette projection dans l'avenir proche et lointain ne peuvent avoir que des conséquences positives pour la nation qu'il a dirigée douze années durant.

Alors que se referme cette page de l'Histoire de France, il faut espérer qu'Emmanuel Macron, qui occupe désormais le Palais de l'Elysée, ne se laissera pas enfermer lui aussi dans la vision négative, décalée du continent africain qui conduisit ses deux prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et François Hollande, à commettre les lourdes, très lourdes erreurs que la France paie aujourd'hui au prix fort. Souhaitons donc qu'il fasse sienne la politique d'ouverture qui a inspiré les mandats successifs de Jacques Chirac.

Jean-Paul Pigasse